Peine capitale

Comme d'autres députés, j'ai eu des contacts avec des familles dont un des leurs avait été assassiné. Une des choses les plus difficiles que j'ai eu à faire à titre de député a été de m'entretenir avec un certain Anibal Tavares, le père d'Emmanuel, un étudiant de 19 ans qui a été assassiné en mars 1985 tandis qu'il résistait à un vol à main armée dans le dépanneur appartenant à sa famille dans ma circonscription. Ce jeune homme avait travaillé pour moi durant la dernière campagne électorale. J'avais fait du porte à porte avec lui.

L'assassin dans cette cause-là a plaidé coupable et a été condamné à la prison à perpétuité. Il sera admissible à la libération conditionnelle dans dix ans. Je me suis entretenu avec le procureur de la Couronne après avoir rencontré le père à quelques reprises et lui ai posé certaines questions que le père m'avait posées. Il m'a signalé les difficultés qu'il avait dû affronter pour obtenir une condamnation.

Il n'y avait aucun témoin du crime. D'après le procureur de la couronne, c'était le crime parfait. Toutefois, le meurtrier s'était confié à d'autres qui ont transmis à la police les renseignements qui ont entraîné son arrestation. Le procureur de la Couronne se demandait si ces preuves aboutiraient à une condamnation. Il n'était pas certain que les personnes auxquelles le meurtrier s'était confié se présenteraient au procès. Ce n'était pas des personnes tout à fait honorables et rien ne garantissait qu'elles viendraient témoigner. Il craignait aussi que leur témoignage ne résiste pas au contre-interrogatoire. Son objectif premier était d'obtenir un verdict de culpabilité. Il lui fallait envisager la possibilité d'aller en procès et risquer de ne pas obtenir un verdict de culpabilité, compte tenu des incertitudes que présente cette procédure, comparé à la possibilité d'obtenir avant le procès que l'accusé plaide coupable.

Je le répète, je me suis entretenu bien des fois avec M. Tavares depuis le meurtre de son fils. Comme on peut le supposer, cet homme est absolument anéanti par la mort de son fils. Son angoisse et son point de vue ont été signalés plusieurs fois par le chroniqueur local de la *Gazette* de Montréal, qui a rapporté que M. Tavares regrettait qu'il n'y ait plus de principes moraux, qu'il n'y ait plus de justice dans notre société, et soutenait que l'État était responsable du meurtre de son fils. Les lois, prétendait-il, sont presque complices, et le principe de la preuve favorise les criminels. Je suppose qu'il est inutile de signaler que M. Tavares en est également en faveur de la peine capitale. Sa position découle en partie du fait que le meurtrier de son fils avait un dossier judiciaire chargé. De 1980 à 1983, il avait été huit fois reconnu coupable de divers délits, dont voies de faits, vol avec effraction et possession de marchandise volée. Tout jeune déjà, il avait été reconnu coupable de vols et mis en liberté surveillée. Ses condamnations sont passées de six à neuf, puis à douze mois d'emprisonnement.

À mon avis, M. Tavares est pleinement justifié de demander pourquoi cet individu était en liberté et en mesure de tuer son fils. Je crois que le dossier de ce meurtrier témoigne vraiment de l'échec de notre système judiciaire. Je ne veux pas laisser entendre que cet individu n'est pas responsable de ses actes.

Toutefois, il nous faut reconnaître que, très souvent, les prisons ne font rien pour réadapter les criminels. Au contraire, le système pénitentiaire contribue probablement souvent à endurcir les criminels. Un jeune homme condamné pour un délit relativement mineur entre en contact avec des criminels endurcis et en quittant la prison, il risque de vivre dans un milieu qui l'encourage à commettre des crimes de plus en plus graves.

Je suis persuadé que les prisonniers sont souvent mal préparés à réintégrer la société. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec d'anciens détenus qui sont venus me voir à mon bureau de comté. Ils vivent de l'assistance sociale parce qu'ils n'ont aucune formation et bien peu d'appuis à l'extérieur de la prison, qui puissent les aider à redevenir autonomes dans notre société. Les soins et l'attention qui sont dispensés aux victimes de la violence sont sans aucun doute insuffisants.

Un autre point digne de mention, et que l'orateur précède d'ailleurs signalé, c'est que notre système pénal a sans aucun doute ses faiblesses. Il y a beaucoup de problèmes. Les peines ne sont pas proportionnées aux délits. La peine est incertaine. Nous emprisonnons beaucoup trop, bien plus que d'autres pays, d'ailleurs.

J'ignore, monsieur le Président, si vous avez suivi le séminaire organisé il y a environ deux mois pour les parlementaires, afin d'étudier plusieurs des problèmes qui existent au sein de notre justice criminelle. Il est dommage que ce séminaire n'ait pas attiré un plus grand nombre de députés. Nous n'étions que cinq ou six, je crois. La peine capitale ne peut pas résoudre ces problèmes. À mon avis, c'est une solution trop facile, un aveu d'échec. Je fais confiance à l'esprit humain. Je nous crois en mesure de prendre des moyens positifs pour protéger la vie humaine et réduire la violence. S'il se trouve encore des députés qui hésitent, je leur conseille d'examiner les problèmes soulevés au cours du débat. Il est vrai, en effet, qu'il faut atténuer la violence dans notre société. Or, que ces députés songent sérieusement aux difficultés qui marquent notre régime carcéral, de même qu'à toutes les mesures que nous pourrions prendre pour réduire la violence, et ils en viendront à la conclusion qu'il s'agit de solutions bien meilleures que celle de rétablir la peine de mort et, donc, un système qui ne peut être que générateur de violence.

En terminant, je vais citer indirectement les paroles qu'a prononcées le curé de la paroisse portugaise de ma circonscription, lors des funérailles du jeune Emmanuel Tavares. Il a dit qu'il appartenait en particulier aux jeunes de faire en sorte qu'Emmanuel ne soit pas mort en vain, de faire quelque chose de positif pour empêcher qu'une tragédie comme celle-là ne se répète.

Je suis fermement convaincu de cette possibilité. Elle est à notre portée, et la société canadienne a la compétence voulue pour trouver des moyens d'atténuer la violence qui règne en son sein, afin qu'à l'avenir, les tragédies semblables soient beaucoup moins fréquentes que maintenant.